



MAIRIE du ROURET

06850

AR Prefecture

006-210601126-20230615-DCM\_2023\_28-DE

Reçu le 26/06/2023

Publié le 26/06/2023

Accusé de réception en préfecture

006-210600698-20240220-2024-28-DE

Date de télétransmission : 21/02/2024

Date de réception en préfecture : 21/02/2024

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

## COMMUNE DU ROURET

DCM  
2023\_28

### AFFAIRES SCOLAIRES : ACTUALISATION DU TARIF DE REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES DU ROURET POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2023-2024

L'AN 2023

Séance du  
Jeudi 15 juin  
à 19h00

*Le Conseil Municipal de la commune du Rouret étant assemblé en session ordinaire, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gérald Lombardo, Maire du Rouret.*

**Présents (20) :** Gérald LOMBARDO, Alice ZEROUAL POMERO, Maurice CASCANI, Christel GENET, Nathalie WENZINGER, Éric LATY, Jacques DELORME, Jean-Charles FISCHER, Florence BOURJADE, Jean-François DROUARD, Isabelle GARCIA, Amédée NOSSARDI, Frédérique SKYRONKA, Alain DUBBIOSI, Jean-Pierre LESNE, Nathalie GONZALES, Jérôme BARLET, Danièle FECOURT, Lionel DEBEIRE, Sandra BALZAN.

**Procurations (7) :** Yves CHESTA à Maurice CASCANI, Martine PANNEAU à Amédée NOSSARDI, Joel HATTIGER à Jean-François DROUARD, Florence GUILLAUD à Alice ZEROUAL POMERO, Caroline MELLERIN à Jacques DELORME, Hélène GUILLEMIN à Frédérique SKYRONKA, Sylvie BOINNARD BERNA à Danièle FECOURT.

**Le nombre de votants est porté à 27.**

**Absents excusés (0) :** /

**Secrétaire de séance :** Florence BOURJADE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Education,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal du Rouret n°DCM\_2022\_44 du 30 juin 2022 relative au calcul des charges de fonctionnement des écoles du Rouret ;

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lorsqu'une école publique accueille des enfants de plusieurs communes extérieures, un mécanisme de répartition des charges de fonctionnement de ces écoles entre les communes concernées s'opère.

Ainsi, lorsque l'école maternelle, ou l'école élémentaire du Rouret reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une commune extérieure, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence, selon un mode de calcul déterminé par le code de l'éducation.

(Calcul pris en compte d'après le compte administratif N-1) sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement.

Le montant total de ces dépenses est divisé par le nombre d'enfants scolarisés dans la commune d'accueil afin d'en définir le coût par élève.

Après avoir pris en compte l'ensemble de ces facteurs, le cout d'un élève scolarisé dans les écoles du Rouret est estimé à hauteur de **1 466,96 €** (ci-joint détail).

Pour rappel, le tarif appliqué au cours de l'année scolaire 2022/2023 était de 1371,77€ par élève.

Il convient dès lors de facturer ce montant à la commune de résidence, lorsque l'un de ses élèves est accueilli au sein de l'école maternelle ou élémentaire du ROURET.

**Après avoir ouï les exposés, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :**

- **DE FIXER le tarif forfaitaire par élève à hauteur de 1 466,96€ par élève et par an lorsque la commune du Rouret accueille au sein de son école maternelle ou élémentaire un élève résidant dans toute autre commune ;**
- **D'APPLIQUER ces nouveaux tarifs à compter du début de l'année scolaire 2023/2024.**

*Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.*

Pour copie conforme,



Le Maire,

**Gérald LOMBARDO**

Nombre de votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

La Secrétaire de Séance,

**Florence BOURJADE**

Abstention(s) : 0

Date de transmission

au contrôle de la légalité : **26** / 06/ 2023

Date de Publication / Notification : **26** / 06/ 2023

Certifiée exécutoire le : **26** / 06/ 2023

Toute décision réglementaire ou individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, soit par voie postale au greffe de la juridiction, soit par voie électronique sur l'application « Télérecours » accessible sur le site de téléprocédures ouvert aux citoyens : <http://www.telerecours.fr/>.

Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux.